

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

11^{ème} ANNEE — N° 147

LE NUMERO :

Du 2 Avril au 15 Avril 1973

C. R. O. F.

A PROPOS DES DERNIÈRES ELECTIONS

« La grande habileté du gouvernement de la démocratie parlementaire, c'est précisément d'avoir trouvé le moyen non seulement d'avoir une majorité, mais de se fabriquer une opposition. »

(Discours du représentant de la Fraction Communiste Abstentionniste au Congrès de Bologne du Parti Socialiste Italien, octobre 1919. Cité dans la *Storia della Sinistra Comunista*, vol. II, 1919-1920, p. 93).

La farce électorale est finie. Ce n'est pas la première ni la dernière. Si cela fait presque 200 ans que nous avons la joie civique de vivre sous le régime de la bourgeoisie, qui dit mieux, en fait de démocratie, que notre « antidémocratique » V^e République qui a lancé 14 « consultations populaires » en 14 ans ?

Le Peuple Souverain a donc assisté à l'habituel assaut de démagogie des périodes où il est appelé à se prononcer. A longueur de débats et de « face à face », la coalition « de Gauche » et la coalition gouvernementale ont discuté sur le même terrain, faisant porter leur critique non sur le programme de l'adversaire (pour la bonne raison qu'ils ont le même !), mais sur sa plus ou moins grande volonté ou capacité de le réaliser. C'est ainsi qu'on vit tour à tour l'U.D.R. accuser le P.C. d'être un « loup déguisé en berger », et le P.C. accuser l'U.D.R. d'avoir « copié » in extremis le Programme Commun de la Gauche pour gagner des suffrages. De sorte que l'Opinion, sollicitée par les divers concurrents qui briguaient ses

faveurs, ne savait plus où donner de la tête : lequel était le plus « économiquement et socialement avancé » ? lequel le plus démocrate ? lequel le plus patriote ?

De son côté, l'« extrême-gauche » prétendit à la fois « dénoncer » l'opportunisme des partis réformistes tout en les appuyant — sous divers prétextes « tactiques » et différentes modalités — aux élections, démontrer le caractère illusoire de la voie parlementaire tout en souhaitant la victoire de l'Union de la Gauche comme un « pas en avant » vers le socialisme, bref contribuant de son mieux à accroître la confusion, sous couleur d'élever le « niveau de conscience des masses » et de pratiquer le « parlementarisme révolutionnaire ».

Au-delà de son aspect grotesque, la campagne électorale a une fois de plus mis en lumière l'identité du programme invariable de la bourgeoisie et de l'opportunisme : « progrès social », « démocratie », « indépendance nationale ». Elle a aussi confirmé que malgré leur verbiage révolutionnaire, les prétendus partis « extrémistes » appartiennent bel et bien par leur programme au même filon historique que le P.C.F. : celui de la social-démocratie, dont ils représentent seulement la variante centriste : bavarde, inconséquente,

et mille fois plus dangereuse pour le prolétariat que la droite réformatrice, à cause de son radicalisme apparent.

DE LA DEMOCRATIE SOCIALE A LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Tout au long de la campagne, P.C.F. et U.D.R. ont entonné, en chœur ou alternativement, le vieil hymne bourgeois au progrès social, promettant qui de corriger « certaines inégalités », qui de promouvoir une plus équitable « répartition des richesses », l'un et l'autre de réconcilier les classes et de satisfaire les besoins de tous par le développement de la production et la réforme graduelle du capitalisme, qui devrait aboutir à ce que les uns appellent « nouvelle société », les autres « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme », c'est-à-dire à la... démocratie politique et économique intégrale (voir notamment *France Nouvelle* n° 1.417, 8-14 janvier 1973, p. 11). La V^e République a ainsi confirmé son âme sociale, le P.C.F. son âme démocratique. Réformes !, progrès social ! sont les paroles magiques qui depuis les débuts de la domination bourgeoise recouvrent une seule et même réalité : la dictature du capital. « Croissance économique » ! est le nom bourgeois de l'aggravation de l'exploitation du prolétariat.

Il est normal que pour assurer le développement de la production, bourgeoisie et opportunisme précornisent l'un et l'autre le maintien de

l'Ordre et de la paix sociale. Le Programme Commun de Gouvernement est formel : « Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits conformément à la législation établie en 1936 » (Chapitre « Les Partis »). Aussi Marchais pouvait-il promettre : « Sous le gouvernement de la gauche, les ouvriers travailleront mieux ». Et ses complices de la C.G.T. : « Mieux vaudrait, pour tous, que la Gauche triomphe et que puisse s'ouvrir ainsi une ère de conversation et de participation dans l'équilibre économique et social » (Séguy, interviewé par l'A.F.P. le 19-2-73). Sous couvert de démocratie, « avancée » ou pas, la dictature du capital ne se relâchera pas.

Aussi P.C. et U.D.R. sont-ils d'accord pour défendre le capitalisme national contre ses concurrents étrangers et lutter contre l'impérialisme... des autres. Quant à l'impérialisme français, on comprend que l'intérêt national bien compris exige plus de modération et que, dans la bonne tradition du langage de la démocratie bourgeoise, le Programme Commun identifie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avec le droit de « discuter avec le gouvernement [de la France] de leur nouveau statut » ! (Chapitre « Les U.O.M. et les T.O.M. »). Le P.C. a même poussé le mimétisme avec la politique actuelle de la bourgeoisie française jusqu'à reconnaître le Marché Commun, et à promettre que le gouvernement de la Gauche pratiquera une politique indépendante des blocs militaires « dans le respect des alliances actuelles de la France » (chapitre « La sécurité européenne »). Seulement, en vrai valet de la bourgeoisie, il veut faire encore mieux que son maître : aussi l'accuse-t-il de « céder » au « chantage » des U.S.A., de laisser tomber la défense de « notre » économie nationale pour favoriser les monopoles « supranationaux ».

Comme le programme de la bourgeoisie, le programme de l'opportunisme a pour but réel la défense politique et économique du capital et même du grand capital, et pour masque la démagogie à l'égard du prolétariat et même de la petite bourgeoisie. Aussi « Le Figaro » pouvait-il malicieusement faire remarquer (24-1-73) la curieuse convergence entre le P.C.F., qui défend « un taux de production de 8 %, le fameux taux de croissance à la japonaise » et « certains membres du patronat » qui en firent « leur cheval de bataille lors de la préparation du VI^e Plan ». Il ajoutait encore « qu'avec un tel taux, la "France descendante" (artisans, petits commerçants, exploitations agricoles familiales, industries protégées, etc.) serait sacrifiée à la "France montante" (industries modernes, développement urbain, grandes surfaces commerciales, etc.) », et concluait : « On ne peut à la fois défendre les faibles et demander aux forts de forcer l'allure ».

Quoi qu'il en soit, les « forts » sont prévenus. Les leaders de l'Union de la Gauche ont tenu plusieurs fois à affirmer que leur programme n'était pas un simple programme électoral, contingent, mais un programme général, « ni communiste ni socialiste », qui battu demain serait encore valable après-demain,

et ainsi de suite... en vertu de « l'alternance au pouvoir ». Alors que commencent à se présenter les premiers signes de crise commerciale, alors que se profile un réaménagement général des blocs et des alliances internationales, le P.C.F. a tenu dès maintenant à se présenter comme un futur gérant possible des intérêts bourgeois face aux bourgeoisies étrangères et face à la classe ouvrière :

« Quel est le caractère fondamental du Programme Commun ? C'est qu'il apporte [...] la solution à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat (*France Nouvelle* n° 1.416 du 1-7 janvier 1973, p. 17).

« Notre parti s'affirme comme parti révolutionnaire [sic !] de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, en se présentant aujourd'hui comme parti de gouvernement, apte à prendre, en alliance avec le P.S. et le mouvement de la Gauche Radicale-Socialiste, la succession des partis dirigeants du régime en faillite » (Ibid. p. 10).

La bourgeoisie a besoin d'un tel parti d'opposition « responsable » qui soit en permanence son agent et son complice dans les rangs ouvriers, qui défende le capitalisme au nom de la classe ouvrière en spéculant sur les terribles conditions d'infériorité dans lesquelles celle-ci doit vivre et lutter, et qui, dans les périodes de crise grave où son pouvoir même est menacé, soit « apte » précisément à « prendre la succession » des partis ouvertement bourgeois pour tenter d'abord de contrôler le prolétariat et de le priver de sa force, puis, au besoin, de le réprimer s'il lui reste « assez d'énergie pour se révolter contre le légitime, l'humanitaire, le bon gouvernement social-démocrate ». Telle a toujours été, comme nous le proclamions en 1921, la fonction de la social-démocratie.

DÉS VALETS DE LA BOURGEOISIE AUX VALETS DE L'OPPORTUNISME

La clé de voûte du programme révolutionnaire du prolétariat pour le passage du capitalisme au communisme est la question du pouvoir : d'abord, destruction directe et instantanée de l'Etat de la bourgeoisie et instauration de l'Etat prolétarien (c'est-à-dire de la violence ouverte et centralisée de la classe ouvrière) qui enlève tout droit politique à la bourgeoisie et à ses représentants ; ensuite seulement, extirpation progressive des formes économiques, et donc sociales, du capitalisme au moyen du nouveau pouvoir d'Etat, processus révolutionnaire qui ne peut s'accomplir qu'à l'échelle internationale. Bref, révolutionnaire en politique, il n'est « évolutionniste » qu'après, en économie. La position de la Social-démocratie est exactement l'inverse : réformiste en politique et en économie.

L'attitude du P.S.U. et des différents partis trotskystes dans la dernière campagne électorale, leur appui plus ou moins ouvert, plus ou moins « diplomatique », aux candidats de l'« Union de la Gauche » (qui est en réalité mille fois plus à droite que le fut jamais la droite réformatrice des Blum et des Turati !)

(Suite page 4)

Lorsque le pacifisme se veut scientifique !

« Il est vrai que le pacifisme traditionnel ne nous offre point de véritable alternative à la guerre... Mais la vérité du pacifisme est d'avoir refusé la justification des guerres dans laquelle nos sociétés se sont complu, son erreur est de ne pas avoir compris les causes profondes des guerres ni leurs véritables fonctions. »

Quelles vont être les causes profondes des guerres d'après J.-M. Muller ? Dans « Le Monde diplomatique » de janvier, nous relevons encore ceci : « Ainsi Bouthoul (dans « Lettre ouverte aux pacifistes ») a certainement raison d'insister sur les déséquilibres provoqués dans les sociétés par des taux d'accroissement démographique colossaux et d'attirer l'attention sur la nécessité vitale pour l'humanité d'être en mesure de contrôler et de maintenir cet accroissement. Mais, nous nous trouvons devant un problème plus fondamental : la guerre apparaît surtout comme l'expression incontrôlée des pulsions et des impulsions agressives des individus et des collectivités. Dès lors la tâche la plus urgente pour nous achever vers la paix, c'est de permettre aux hommes d'être agressifs afin de leur permettre de ne pas être violents ».

Nous n'attendons rien de mieux des songe-creux petit-bourgeois qui font de la « polémologie » (« Science de la guerre » mot scientifique pour cacher leur ignorance) pour désacraliser la guerre et défataliser l'histoire. Problème technique, donc solution technique : Répandre, vulgariser

les méthodes de contraception et la stérilisation, et promouvoir le sport pour que l'agressivité naturelle des hommes puisse enfin être libérée sans dommage pour l'humanité. Telle est la facile solution qu'ils proposent !

Quant à nous, pour rechercher les causes réelles de la guerre, nous n'avons rien à inventer ; nous reprenons la méthode marxiste, matérialiste, c'est-à-dire que nous recherchons les bases économiques des conflits militaires sous le capitalisme.

Engels écrit dans « Le Rôle de la violence dans l'histoire » « que la violence n'est pas un simple acte de volonté, mais exige pour sa mise en œuvre des conditions préalables très réelles, notamment des instruments, dont le plus parfait l'emporte sur le moins parfait ; qu'en outre ces instruments doivent être produits... qu'en un mot la victoire de la violence repose sur la production en général, donc... sur la « puissance économique », sur l'« Etat économique », sur les moyens matériels qui sont mis à la disposition de la violence ».

L'Etat capitaliste, organe de domination de la classe bourgeoise, a pour fonction de favoriser la production de marchandises, grâce à l'exploitation de la force de travail des ouvriers, et d'assurer l'ordre et la protection du pays avec l'armée et la police.

Pour lutter contre la baisse du taux de profit, le capital doit produire des marchandises et toujours plus de marchandises. Le

marché étant mondial, sa saturation amène une crise qui ne peut être résolue pour les états que par la guerre qui détruit en masse, marchandises, moyens de productions et forces productives. Tant que la production croît, les Etats prônent les vertus de la coexistence pacifique, mais que le marché se rétrécisse, ils s'affrontent en une lutte militaire impitoyable.

Récemment, le ministre des finances américain a déclaré à propos de l'aéronautique que partout où les U.S.A. seraient en concurrence avec les Français, par tous les moyens, ils les élimineraient.

Pour nous c'est clair, la guerre commerciale et financière des Etats doit tôt ou tard aboutir à une lutte militaire. Les Etats vainqueurs peuvent, le massacre terminé, se partager la domination du monde pour un nouveau cycle de production et d'exploitation effrénée du prolétariat jusqu'à une nouvelle crise...

Cycle infernal de production, qui, toutes les illusions fatales dissipées par les faits, sera inévitablement interrompu un jour par le prolétariat « qui n'a rien à perdre, que ses chaînes ».

Le jour où il se lèvera, il retournera les armes produites en masse, avec tout l'apport technique et scientifique possible, contre les exploités et il utilisera la violence pour imposer à la société sa domination, détruire le capital, et instaurer le communisme

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 14 h. 30 à 17 h. 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Le Maroc en décomposition

(La première partie de cette étude a paru dans "Le Proletaire", n° 146).

LA QUESTION AGRAIRE

Nous l'avons vu, l'agriculture reste le secteur dominant de l'économie marocaine. 80 % de la population en vivent, directement ou indirectement. Elle fournit en outre 45 % des exportations du pays, surtout fournie par le secteur capitaliste, ex-colonial. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre paradoxe de voir le Maroc continuer à exporter du blé dur alors que la production céréalière par habitant est en baisse continue (360 kg par habitant et par an de 1951 à 1955, 220 kg de 1965 à 1968), et que le niveau de consommation des masses paysannes est loin d'atteindre les 2.000 calories indispensables.

Le secteur capitaliste (sur les terres des ex-colons et des quelques fermiers nationaux) fournit seulement 21 % de la production agricole totale. C'est le chiffre le plus bas du Maghreb (Tunisie 34 %, Algérie 50 % et plus). Les quatre cinquièmes de la production sont donc fournis par le secteur dit « traditionnel », très arriéré sur le plan technique. Le paysan marocain utilise des moyens techniques comparables à ceux de ses ancêtres. Encore faut-il ajouter que la dissolution des tribus par la colonisation a entraîné la disparition d'un système d'irrigation méticuleux, essentiel en climat sec, autrefois entretenu par les administrations locales. De plus, l'extrême dénuement de la paysannerie entraînant une décadence culturelle générale, on peut dire que les techniques agricoles du passé étaient supérieures aux techniques actuelles. Le résultat se lit dans un chiffre : 7 quintaux de céréales à l'hectare, voilà l'équivalent de la productivité moyenne des terres. Que l'on songe aux 20 quintaux de moyenne sur les terres des fermiers capitalistes marocains, ou aux 20 quintaux de moyenne en France ou même aux 50 à 60 quintaux de la Blauce, et l'on comprend la supériorité du capitalisme agraire sur les archaïsmes pré-capitalistes.

Ces archaïsmes se manifestent à travers la situation juridique des terres, la parcellisation, la répartition de la propriété et les « contrats d'association ». Héritage d'un passé moyenâgeux et tribal, on distingue trois types de terres au Maroc. Les terres « melks » sont sous le régime de la propriété privée. Cette propriété privée a été introduite de force par la colonisation qui a démembré la propriété indivise des tribus, au profit, cela va sans dire, des notables du système tribal. Toutefois, ce démembrement n'a pas été complet et de nombreuses terres sont encore dans l'indivision. Il n'existe d'ailleurs pas de cadastre précis des campagnes marocaines. De même le remembrement des terres n'a été que très partiel, la parcellisation actuelle en témoigne. Quoi qu'il en soit, les terres « melks » s'étendent sur 8 millions d'hectares exploités selon l'ancien système de jachère biennale (la jachère représentée plus de 30 % des terres).

Deuxièmement, le domaine de l'Etat, qui comprend un ensemble de terres cultivables, louées par enchères annuelles. Enfin, les terres collectives : collectifs des anciennes communautés agricoles ou pastorales, terres cédées aux fondations pieuses, aux confréries religieuses et terres « guich » concédées autrefois par le Sultan à certaines tribus guerrières. Terres domaniales et collectives comprennent 7 millions d'hectares dont une partie seulement est cultivable (et cultivée selon des « contrats d'association » que nous verrons plus loin. Les esprits éclairés (« les experts ») du Palais, et même de la « gauche » marocaine, estiment que ces 7 millions d'hectares joints aux 3 millions d'hectares de la jachère doivent constituer le « fond de la réforme agraire ». Et ils ajoutent : réforme agraire assez facile car on n'aurait pas besoin de toucher beaucoup aux propriétés existantes. En raccourci : réforme agraire par en haut. Car comment décider, autrement que par les armes, si les collectifs ou la jachère seront partagés entre les seuls grands propriétaires ou entre les seuls petits paysans ? L'urgence de cette question est fournie par la situation de la petite paysannerie.

En 1959, on notait que 10 % des « chefs de foyers ruraux, soit moins de 500.000 individus [notables infiltrés dans les administrations, la jus-

tice, l'armée, le commerce] monopolisaient 60 % des terres « melks » tandis que 40 % de ces « chefs de foyer » ne possédaient aucune terre ou avaient moins d'un demi-hectare. Entre ces deux groupes extrêmes, il y a place pour une petite propriété pratiquant le faire-valoir direct. Cependant, si on estime à 56 % du sol « melk » l'étendue des terres ainsi cultivées [petites, moyennes, grandes propriétés en faire-valoir direct], 62 à 68 % de ces exploitations ne sont ni rentables, ni viables : manque de terres, d'animaux de trait, de semences, de réserves financières. La majorité des petits propriétaires est ainsi contrainte de se trouver une activité annexe (semi-prolétaires ou semi... chômeurs), de louer leurs terres à des propriétaires plus aisés. Endettés jusqu'au cou, ces fellahs sont à la merci des gros paysans et des notables qui lorgnent leurs terres et les rachètent en fin de compte pour une bouchée de pain. 10 % des exploitants ont enfin suffisamment de moyens de production pour cultiver en sus de leurs propres terres des terrains loués, tandis que 5 à 10 % des exploitations emploient des salariés (secteur capitaliste, ex-colonial et national).

La situation misérable de la petite propriété n'a rien à envier au sort des métayers et des khammès employés sur les terres des propriétaires absents. Le métayage (« khobza ») porte sur 30 % des terres marocaines. Le bailleur est un latifundiste absentéiste le plus souvent. Le contrat annuel prévoyait autrefois une miche de pain symbolique (« khobs »). Avec l'apparition de la propriété privée du sol, ce loyer est devenu très important : un cinquième des récoltes de 1910 à 1920, puis un quart (1920-1925) et un tiers (1935-1953). Actuellement, le taux général est de 50 %, et il augmente encore. Avec de tels loyers sur des terres peu productives, aucune amélioration du sol et des moyens techniques n'est possible pour le cultivateur. Mais le khammessat est encore plus féroce. Conclu entre un absentéiste et un paysan sans terres ni ressources, le contrat annuel prévoit un cinquième de la récolte pour le cultivateur (khammès), quatre cinquièmes pour le propriétaire. Survivance du passé (les terres des seigneurs des tribus étaient ainsi exploitées), ce contrat fantastique persiste sur 18,5 % des terres. Il n'est théoriquement viable que sur les latifundia de plus de 20 hectares, mais on le rencontre sur des terrains plus petits !

Le bilan est donc clair : la moitié des terres appartient à des absentéistes qui tirent leur fortune de l'exploitation infâme de cette bête de somme qu'est le paysan marocain. L'autre moitié est cultivée par des propriétaires, mais les deux tiers des exploitants sont des semi-prolétaires (en fait semi-chômeurs) réduits à la misère. Les fermiers capitalistes sont très minoritaires (10 % de terres). Ce n'est pas tout : la parcellisation vient encore accabler la paysannerie. Les statistiques situent l'étendue moyenne des exploitations du secteur traditionnel à 8,6 hectares (jachère comprise). C'est déjà peu étant donné la productivité moyenne. Mais c'est surtout une fiction statistique qui ne tient compte ni de la répartition de la propriété, ni de la taille relative des divers groupes d'exploitations (petites, moyennes, grandes), ni enfin de la parcellisation. Ainsi, sur 5 millions d'hectares de terres « melks » (sans la jachère), on dénombre 9,5 millions de parcelles dont 90 % n'ont pas 1 hectare et 31 % n'ont pas 500 mètres carrés ! Cette parcellisation est un frein colossal à l'application de techniques modernes, notamment pour le machinisme (tracteurs par exemple). Inutilisable pour le développement du capitalisme agraire, la parcellisation se justifiait autrefois dans une économie de subsistance. Elle répondait à un souci d'équité au sein des tribus, comparable au système parcellaire féodal d'Europe. Mais ces temps sont révolus. Le règne du chacun pour soi contraint la majorité des propriétaires à végéter sur des lopins dispersés et dérisoires, métayers et khammès sont spoliés de plus de la moitié de la récolte. Et il faut encore se procurer de l'argent pour payer l'impôt, pour satisfaire d'innombrables besoins personnels, pour renouveler quelque instrument agricole. Le paysan porte alors une

faible part de sa récolte au marché... où il est à nouveau grugé par le négociant, les offices d'Etat. Comment s'étonner alors, si 75 % des exploitants auxquels s'ajoutent 543.000 foyers ruraux sans terres n'ont pas le minimum vital ?

Conséquence des archaïsmes, la commercialisation du produit agricole est faible. Pour l'ensemble du pays elle atteint 45 % de ce produit, 55 % servent à l'autoconsommation. Mais si l'on considère que le secteur capitaliste (21 % de la production) commercialise la plupart de ses produits, le secteur traditionnel ne commercialise en moyenne que 30 % de sa production propre. Si le blé tendre est commercialisé à 50 % (secteur capitaliste surtout), le blé dur ne l'est qu'à 21 % et l'orge à 7 % seulement. L'autoconsommation représente 92 % du lait, 84 % du beurre, des figues, des dattes, 66 % des légumes secs. On ne peut guère demander davantage à la paysannerie sans l'assassiner carrément, chose que le plan royal de « réforme agricole » (le Palais a banni le terme délictueux de réforme agraire !) prévoit d'ailleurs par l'élimination des exploitations inférieures à 5 hectares. En attendant ce destin fatidique, la paysannerie reste fortement endettée vis-à-vis des « particuliers » (propriétaires) et de l'Etat (impôts impayés). Et le recours à l'usure, à la vente de la récolte sur pied pour payer les dettes, ajoutent à la détresse du paysan. Dans ces conditions, la production stagne alors que la population progresse (taux de natalité parmi les plus élevés du monde). La formation de capital et la mécanisation n'avancent pas. Alors l'exode rural s'engouffre dans les bidonvilles et les médinas surpeuplées de Fès, Casablanca, Rabat... Mais comme les villes n'ont pas d'emplois nouveaux à offrir, l'exode se camoufle derrière le « sous-emploi » effarant des campagnes : 61 % de la population active, ce qui vient encore peser sur le déjà maigre « revenu » de la majorité des paysans.

Tel est le tableau hideux de l'arriération marocaine. 3.500 notables (pachas, caïds, Cheïkhs, etc.) qui possèdent le quart des terres, colonisent les hauts emplois administratifs, les fonctions judiciaires, l'armée... Et tout en bas la misère du peuple. Voilà le soubassement de la monarchie alaouite qui fonde sa puissance sur un mode anachronique d'exploitation de la paysannerie. Certaines terres des grands du royaume sont même cultivées par le travail gratuit, demi-servile des paysans. Toute cette pourriture appelle un nettoyage révolutionnaire. Ces dernières années, la paysannerie est entrée en révolte, poussée par la misère, malgré son arriération culturelle, malgré l'islam, malgré un contrôle policier rigoureux. Depuis 1970, des émeutes disséminées, souvent avec occupation des terres, ont opposé les paysans à l'armée et aux forces auxiliaires. Guerfif, Kénitra, Beni-Mellal, Settat, Agadir, Danoch, Nador... autant de petites batailles qui indiquent qu'un point de rupture a été atteint.

Mais il ne suffit pas d'émeutes pour abattre un régime. Encore faut-il que des organisations politiques décidées en prennent la tête. Or que trouvons-nous ? Une opposition en faillite qui discute, au sommet, avec les organes du Palais, sur les modalités d'une réforme... « agricole ». L'istijal et l'U.N.F.P. (regroupés depuis 1970 dans la « Koutla Al Watania ») critiquent « à peine » le projet de réforme élaboré par l'Office National de l'Irrigation. Examinons donc le niveau de ces « polémiques ».

Sur le papier (dans la réalité aucune « réforme » n'a été opérée depuis l'indépendance, en 1956), l'O.N.I. propose la limitation de la propriété à 50 hectares en cultures irriguées et à 300 hectares en zone sèche. La Koutla estime plus démocratique de la fixer respectivement à 40 et 200 hectares. Bel exploit ! L'O.N.I. prévoit que seuls les terrains de plus de 30 hectares paieront une plus-value foncière pour l'irrigation, l'amélioration des sols par l'Etat... La Koutla, plus soucieuse des deniers publics, propose la limite de 15 hectares. L'O.N.I. demande le partage des communaux « en pleine propriété entre tous les ayants droit ». La Koutla contre-attaque : le partage doit se limiter aux cultivateurs qui ne dépassent pas les normes de superficie fixées plus haut. En somme : bonnet blanc et blanc bonnet ! Ces « deux »

programmes ont en commun un point capital : le refus d'envisager la réforme agraire sous l'angle de l'insurrection paysanne, sous l'angle de l'expropriation violente et sans recours de la propriété foncière parasitaire. C'est le refus de la révolution agraire. Ils proposent une réforme dans la légalité, dans le respect des règles du droit bourgeois, avec indemnisation, rachat des terres par la paysannerie.

Vu l'état des campagnes, ce processus ne peut être que très lent et doit aboutir à la création d'une paysannerie moyenne à partir de la division (et non l'expropriation) de la grande propriété. C'est une réforme agraire décrétee « par en haut » et effectuée « par le milieu ». C'est une réforme à la Stolypine que ne rejettent pas les propriétaires fonciers. Lénine écrivait à propos de cette réforme : « Il est hors de doute qu'elle suit la ligne de l'évolution capitaliste, facilite, pousse en avant cette évolution, accélère l'expropriation de la paysannerie, la désagrégation de la commune, la création d'une bourgeoisie paysanne. Cette législation est incontestablement progressive dans le sens scientifico-économique ». Jusqu'à ce point, la grande propriété foncière marocaine n'a pas senti la nécessité d'une telle réforme mais il est certain qu'elle ne pourra plus freiner, longtemps encore, les forces productives du pays. La situation est telle que les Américains eux-mêmes encouragent une réforme agraire « par en haut ». Cette réforme est progressive dit Lénine, mais il poursuit : « Est-ce à dire que les social-démocrates doivent la soutenir ? Non. Seul peut raisonner ainsi un marxisme vulgaire... Dans l'intérêt du développement des forces productives (ce critère suprême du progrès social) nous devons soutenir non l'évolution bourgeoise du type seigneurial, mais l'évolution bourgeoise du type paysan. La première [et c'est bien elle qui est proposée au Maroc par l'O.N.I. autant que par l'opposition N.D.R.] revient à maintenir au maximum l'asservissement et le

servage (remanié à la manière bourgeoise), à développer le moins rapidement possible les forces productives et à développer le capitalisme au ralenti ; elle implique des calamités et des tourments, l'exploitation et l'oppression des larges masses de la paysannerie et, par suite, aussi du prolétariat. La seconde [c'est-à-dire après expropriation révolutionnaire des grands propriétaires au profit de paysans sans terres, N.D.R.] revient à développer le plus rapidement possible les forces productives et les conditions les meilleures (possibles, en général, dans le cadre de la production marchande) de l'existence de la masse paysanne ». Cette seconde voie se fonde sur l'insurrection paysanne, sur l'insurrection de la petite-bourgeoisie des villes et du prolétariat, liquidant radicalement le pré-capitalisme (« remanié à la manière bourgeoise ») dans l'économie et les institutions (monarchie). Que l'on apprécie alors une ultime « polémique » entre l'O.N.I. et la Koutla. L'autocratique O.N.I. désire fouiller un œil dans la répartition des terres et même la fixer d'en haut. Sans commentaires. La démocratie Koutla réplique : Les assemblées de douar fixeront elles-mêmes la répartition. Angélique entourloupette ! Chacun sait, que sans le préalable d'une insurrection paysanne, les assemblées de douar resteront dominées par les notables, les usuriers, les grands propriétaires et que, l'OCTROI PAR EN HAUT ET DANS LA LEGALITE, de la « démocratie la plus large », n'y changera rien. Qu'elle soit fixée par en haut ou par en bas, « l'indemnité de rachat est un tribut imposé au développement social, un tribut payé aux possesseurs de latifundia féodaux » (Lénine). L'attitude des communistes dans la révolution bourgeoise est donc claire : développer l'énergie de la masse paysanne dans sa lutte contre la propriété foncière parasitaire, démasquer tous les compromis, tous les faux-fuyants des réformes décrétees par en haut, appeler la paysannerie à l'insurrection avec un seul mot d'ordre : Toute la terre aux paysans.

FAILLITE DES OPPOSITIONS MAROCAINES DANS LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE

Le Maroc actuel est né de l'action du colonialisme français sur une société arabe et berbère médiévale. Elle se caractérisait par un système de tribus s'autoadministrant sur un mode communautaire et patriarcal. Fondé sur une économie paysanne de subsistance, ce système avait fait naître depuis longtemps de belles villes (Fès, Meknès, Marrakech) où s'effectuaient les échanges entre la campagne et un artisanat structuré en corporations. Une bourgeoisie commerçante avait fait son apparition au Moyen-Age mais depuis des siècles, elle végétait, à l'écart des grands circuits commerciaux. Représentant la tribu la plus puissante et dominant toutes les autres (du moins sur un certain territoire), le « Commandeur des Croyants », le Sultan. Pour récolter les impôts, une oligarchie de notables (caïds, pachas, cheïkhs, moqaddems) dont la seule préoccupation était de s'enrichir le plus vite possible, en alourdissant l'impôt, en multipliant les corvées, ce qui leur permettait de faire labourer et ensemencher pour leur compte la plus grande superficie possible des terres de tribus. Ces notables, maintenus en place par le colonisateur, ont profité de leur puissance pour accaparer définitivement une part importante des terres des tribus. Cette engance, dévouée corps et âme au Sultan, s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Dès le début de ce siècle, l'impérialisme européen rêvait du Maroc. Finalement il revint à la France. Par le traité de Fès (1912), le Protectorat était signé par le Sultan, véritable « acte de vente » qui fut accueilli avec consternation dans tout le pays, dans les tribus montagnardes et dans les villes (Fès). L'actuel du système consistait à ne rien changer formellement dans l'administration du pays : le Sultan, ses caïds et ses pachas restaient en place. Mais la Résidence Générale avait la haute main sur la marche des affaires. Cela représentait une économie de moyens et la conservation d'institutions archaïques habilement utilisées par le colonisateur. Le Maroc n'a donc pas connu la destruction de la vieille société et surtout de son organisation, comme l'a connue l'Algérie. Raison supplémentaire de son retard.

Le traité signé, de grandes sociétés financières sont entrées en action avec rapidité. « Toutes les tâches furent simultanément conduites : l'organisation du régime politique et administratif, comme outil fondamental d'exploitation ; l'établissement d'institutions modernes de finances et de crédit qui garantissent et orientent les investissements de capitaux ; l'accapement des terres et l'implantation d'une colonie urbaine et rurale ; l'exécution de grands travaux ; la création d'organismes commerciaux pour la collecte des produits locaux et la répartition des produits importés ; le développement des industries extractives et des industries légères de transformation » (in Ayache - Le Maroc).

Le processus est classique : expropriation violente des tribus installées sur les meilleures terres ; introduction forcée de la propriété privée là où elle n'existait pas ; consolidation de ce fait des privilèges des notables sous forme d'une grande propriété foncière ; construction de moyens de communications, de ports, d'usines en utilisant le travail servile des populations ; unification des taxes pesant sur la paysannerie... Entraîné dans le « tourbillon de la production marchande », le Maroc a alors connu les débuts de l'exode rural, la prolétarianisation et la paupérisation absolue d'une partie de la population, tandis que la bourgeoisie des villes, vivifiée par le regain du commerce, s'affirmait comme force sociale. C'est elle qui, dans un premier temps, va inquiéter la Résidence Générale. Désireuse de participer plus activement à l'administration du pays et révoltée par l'attitude antinationale des cadres du Maghzen (on appelait ainsi le territoire contrôlé par l'administration du Sultan), l'opposition bourgeoise, groupée dans un Comité d'Action Marocaine, se mit à revendiquer timidement : le respect de « l'esprit du traité de Fès », la suppression de toute administration directe, la participation effective des Marocains à l'exercice du pouvoir dans les administrations et l'unité administrative et judiciaire du pays. Le régime de Protectorat n'était pas mis en cause.

(Suite page 3)

LE CHOMAGE, condition constante et nécessaire du mode de production et de l'oppression capitalistes

4. Le processus de « libération » de la force de travail en régime capitaliste est une conséquence directe du développement technique et de l'augmentation de la productivité du travail qu'il permet. Il s'exprime dans « la grandeur croissante en volume des moyens de production par rapport à la force de travail incorporée dans ces moyens de production ». « L'accumulation du capital qui ne se présentait à l'origine que comme une augmentation quantitative se fait par un *changement qualitatif continu de sa composition*, par un accroissement progressif de sa partie constante au détriment de sa partie variable ». (*Le Capital*, 1, 3).

« Ces changements dans la composition technique du capital se réfléchissent dans sa composition-valeur, dans l'accroissement progressif de sa partie constante aux dépens de sa partie variable ». (*Le Capital*, 1, 3, p. 64).

L'augmentation continue du ca-

pital constant (moyens de production) par rapport au capital variable (salaires), du travail mort par rapport au travail vivant, bref, l'opposition toujours plus violente entre les « conditions de travail objectives » et le travail « libre », la force de travail, voilà quelle est la cause première du chômage.

La demande de travail, c'est-à-dire le besoin en force de travail à utiliser dans la production, n'est pas déterminée par le volume total du capital, c'est-à-dire par le simple accroissement de la production sur une base technique donnée, à un certain degré de développement des forces productives. Elle est déterminée au contraire par le volume du capital variable : elle diminue donc progressivement de façon inversement proportionnelle à l'augmentation du capital total, car le capital variable diminue toujours plus par rapport au capital constant. Si, à l'origine, par exemple,

la proportion entre capital constant et capital variable est comme 1 : 1, elle devient dans le cours de l'accumulation 2 : 1, 3 : 1, 5 : 1, 6 : 1, etc., de sorte que « de degré en degré 2/3, 3/4, 5/6, 6/7, etc., de la valeur-capital totale, s'avancent en moyens de production et, par contre, 1/3, 1/4, 1/6, 1/7, etc., seulement en force ouvrière ». (*Le Capital*, 1, 3, p. 72). L'augmentation du capital total provoque, bien entendu, une augmentation du capital variable (d'où la phrase idiote : « Aujourd'hui, le capital donne du travail à beaucoup plus de gens qu'hier ») mais celui-ci augmente dans une *proportion constamment décroissante*. Cette diminution relative du capital variable, accélérée par l'augmentation du capital total, ne signifie pas, comme le prétendait Malthus et comme le prétendent les partisans de la pilule ou de la stérilisation (ces gens-là ne voient pas plus loin que le bout de leur nez, c'est-à-dire pas plus loin que les conditions caracté-

ristiques de la société du capital), une augmentation absolue de la population ouvrière plus rapide que celle du capital variable, c'est-à-dire des moyens qui emploient la population ouvrière. Au contraire : « Quand le capital variable descend à une moyenne d'accroissement inférieure, la même offre de travail qui était jusque-là normale devient désormais anormale, surabondante, de sorte qu'une fraction plus ou moins considérable de la classe salariée, ayant cessé d'être nécessaire pour la mise en valeur du capital, et perdu sa raison d'être, est maintenant devenu superflue, surnuméraire. Comme ce jeu continue à se répéter avec la marche ascendante de l'accumulation, celle-ci traîne à sa suite une surpopulation croissante ». (*Le Capital*, 1, 3, pp. 73-74).

Voilà la véritable « loi de la population » à l'époque capitaliste. A chaque époque, la société, sur la base de forces productives

et d'un système de production historiquement déterminés, se donne les conditions de sa propre existence, c'est-à-dire non seulement les conditions dans lesquelles elle produit et consomme d'une façon quantitativement et qualitativement différente, mais aussi celles dans lesquelles elle se reproduit. « En effet, chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et n'a par conséquent qu'une valeur contingente. Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme ». (*Le Capital*, 1, 3, p. 74). En clair, cela signifie la fin d'un système social désormais absurde qui opprime l'existence, et les besoins de l'espèce humaine, et l'exigence d'une nouvelle forme économique et sociale où l'homme ne dépendra pas des nécessités de la production, mais où la production satisfera les besoins et les nécessités de l'homme.

LE MAROC EN DÉCOMPOSITION

(Suite de la page 2)

La lutte de l'opposition se concentre surtout contre l'application du « dahir berbère » (1930). Il couronnait la politique de division du Maroc inaugurée avec la création d'un enseignement franco-berbère (opposé à l'enseignement arabe). Le dahir décidait que les tribus cataloguées comme berbères seraient soustraites à la juridiction pénale du Sultan. Diviser pour mieux régner : « renforcer l'élément berbère en vue du rôle de contrepois qu'il peut être appelé à jouer », disait la Résidence. La bourgeoisie réclamait donc la centralisation administrative, mais elle ne songeait même pas à une lutte décidée (malgré la féroce répression qui s'abattait sur elle) contre le Sultan, le Maghzen et ses notables. Au contraire, pendant le second conflit mondial, un rapprochement s'est opéré entre le trône et la bourgeoisie, en vue d'une possible indépendance étant donné les proclamations « solennelles » des Nations-Unies et surtout... la défaite de l'impérialisme français. C'était signifier que la bourgeoisie accepterait le statu quo agraire à condition qu'elle prenne sa place dans l'administration du pays... pour profiter, elle aussi, du festin. Le parti de l'Istiqlal (né en 1943 du C.A.M.) maintiendra cette alliance jusqu'à l'indépendance (1956), tout en affirmant sa volonté de lutte DANS LA LEGALITE contre les Français. Dans cette opposition, l'Istiqlal a indiscutablement acquis une large audience dans le peuple des villes et des campagnes. C'était d'ailleurs la seule voie possible étant donné la destruction du mouvement communiste international. Mais nous devons réaffirmer l'attitude sans équivoque du programme communiste dans les luttes d'indépendance nationale des pays arriérés : le prolétariat révolutionnaire doit soutenir sans hésitation, sans restrictions, les peuples en lutte pour leur émancipation nationale. Mais il ne le fait pas n'importe comment, ni surtout en se mettant à la remorque de la bourgeoisie nationale dite « libérale ». Il doit au contraire lier la question nationale à l'émancipation des forces productives des pays arriérés, c'est-à-dire intégrer la lutte pour l'indépendance à la révolution démocratique bourgeoise la plus radicale possible. Il doit donc se démarquer clairement de la bourgeoisie libérale qui se contente de l'indépendance et pactise avec les forces du passé conservées intactes. Il doit dénoncer l'attitude de la bourgeoisie comme une trahison sans cesser de lutter de la manière la plus décidée contre l'envahisseur étranger.

Evidemment, le prolétariat n'est pas plus NATIONALISTE (« les prolétaires n'ont pas de patrie ») dans la lutte nationale qu'il n'est BOURGEOIS dans la révolution démocratique. Il se place simplement à la tête des forces progressives (les plus progressives), notamment de la paysannerie pauvre, qui sont indiscutablement bourgeoises et nationalistes. Il leur indique comment dé-

blayer le plus radicalement possible le corps social de cet infect mélange d'oppression étrangère et de pré-capitalisme qui fait tant souffrir les masses déshéritées et qui freine le développement des forces productives. Et les communistes n'oublient jamais de relier leurs luttes dans tel ou tel pays, au combat international de la classe ouvrière. C'est pourquoi ils peuvent, dans certaines conditions propices (Russie 1917), s'emparer du pouvoir d'Etat, non pas par nationalisme bourgeois vulgaire, mais par internationalisme prolétarien conséquent, en mettant la force de l'Etat AU SERVICE de la révolution mondiale.

Mais revenons à la misérable trajectoire de l'Istiqlal. Son programme souhaitait l'indépendance, certes, et... « une monarchie constitutionnelle et démocratique, garantissant effectivement les libertés démocratiques individuelles ». « Efficacement ! » Cela fait sourire. Pour la bourgeoisie, le compromis avec le Maghzen signifiait peut-être la garantie de sa propre liberté individuelle, mais il n'y a aucun exemple historique de garantie des libertés individuelles POUR LE PEUPLE distribuées par en haut, dans la légalité, sans insurrection populaire. Or, sur la question capitale de savoir comment on parviendrait à ce résultat, l'Istiqlal déclarait : « Rien ne s'oppose à ce que notre évolution soit une révolution, NON PAS AU SENS VIOLENT DU MOT, car rien de bon ne pousse sur la tempête ». C'est vrai : rien de bon ne pousse pour la grande bourgeoisie, sous la tempête révolutionnaire démocratique du peuple.

Tournons-nous à présent du côté de la « gauche » marocaine dans la lutte d'indépendance nationale. Nous y trouvons un petit parti communiste, fondé par des ouvriers français immigrés dans l'entre-deux guerres, sévèrement réprimé par l'administration française et, comme il se doit en 1943, totalement opportuniste. Rien de plus bas, de plus lâche (dans la révolution démocratique et l'indépendance nationale) que le programme de ce parti qui parut, au début de 1943, dans le journal « communiste » El Wattan (« La Patrie »), dont le seul titre signe déjà la trahison. Il réclamait « le droit pour la nation marocaine de régler son sort elle-même comme toutes les nations du monde » et de « choisir librement le régime sous lequel elle entend vivre ». Les phrases sont peut-être dignes d'un nationaliste bourgeois, mais nullement d'un communiste révolutionnaire pour qui le « libre choix » d'un régime par l'ensemble de la nation et le droit pour celle-ci de régler son sort « elle-même » ne sont que des chimères destinées à voiler les antagonismes de classe réels, entre paysans et propriétaires, entre prolétariat et bourgeoisie. Cependant, inscrivant à son programme l'indépendance, la convocation d'un « Constituant » librement élu » et la réforme agraire « la plus large », le P.C.M. semblait au moins se his-

ser au niveau d'un nationalisme bourgeois conséquent. Mais les apparences sont trompeuses : il y a Constituante et Constituante. La Constituante établie « pacifiquement », par en haut, dans la légalité, alors que le corps social est infesté de « pré-capitalisme », revient à pourrir la démocratie bourgeoise dès l'origine par l'influence demeurée intacte des forces du passé (du Maghzen). Tout autre est la Constituante établie par l'insurrection populaire sur les ruines du « pré-capitalisme » : elle seule est capable de ce « démocratisme conséquent » dont parlait Lénine et de libérer toutes les entraves au développement capitaliste. Or, par quel moyen le P.C.M. entendait-il réaliser l'indépendance et la démocratie ? Par la participation du peuple marocain à la guerre contre l'Axe aux côtés des Nations-Unies. Cela exploitait dans les faits toute perspective de lutte décidée contre le vieux Maghzen car elle aurait affaibli l'efficacité de la participation. Et le programme ajoutait : « Il est donc nécessaire que les Nations-Unies consentent sans retard à accorder à la Nation marocaine des droits égaux à ceux des nations libres ». Hallucinant ! S'appuyer sur la guerre impérialiste (au lieu de prêcher le défaitisme révolutionnaire), réclamer l'indépendance aux Nations-Unies (au lieu d'organiser l'insurrection populaire), c'était objectivement s'appuyer sur la réaction bourgeoise mondiale, ennemie acharnée de toute révolution bourgeoise radicale, capable de ressusciter le spectre de 1917 ! Et le P.C.M., renégat conséquent, terminait son programme sur un couplet à « l'union démocratique avec le peuple français », couplet petit-bourgeois que ne reniait ni un de Gaulle, ni un Pétain.

Dans ces conditions, privé de toute direction bolcheviste, le mouvement d'indépendance nationale devait suivre le pitoyable chemin que nous connaissons : retrait des Français en 1956, mais persistance du Maghzen... conseillé dans la coulisse par Paris, rétablissement du Sultan sur son trône par l'Istiqlal lui-même, formation d'une force armée dirigée contre le peuple, démocratie pourrie par les notables, arriération prolongée des masses paysannes et stagnation du capitalisme. L'Istiqlal ne peut d'ailleurs maintenir son unité après un tel résultat. Dès 1956, la « gauche » de ce parti scissionnait avec l'appui des syndicalistes pour former l'U.N.F.P., ramassis d'éléments petits-bourgeois dont bien peu étaient républicains (Ben Barka), mais qui, mécontents du nouveau régime, aspiraient à « une plus grande démocratie ». Mais le monarque était « démocrate » ! Et c'est avec un cynisme malicieux qu'il fit appel aux dirigeants de l'U.N.F.P. pour diriger le gouvernement, ce qu'ils firent quatre années durant (1956-1960). Le bilan de leur passage à la tête de l'Etat ? Il est écrit avec le sang des 2.000 victimes des tribus rifaines révoltées en 1959 par la disette et massacrées, sur ordre

du gouvernement Abdallah Ibrahim (U.N.F.P.). Après avoir dévoyé le peuple dans une révolution « par en haut », bourgeoisie et petite-bourgeoisie « libérales » en étaient les bourreaux. Quatre années de collaboration « démocratique » de l'U.N.F.P. avec le Trône consacraient sa trahison, son discrédit dans le peuple et de ce fait, la victoire du Maghzen (1960).

Ce fut alors l'accession au trône d'Hassan II et le triomphe de l'autocratie, de l'arbitraire, la destruction de tout mouvement d'opposition au régime, si minime fut-il : état d'exception permanent, arrestations arbitraires, assassinats politiques, création de partis factices à la solde du Palais, corruption des états-majors des partis et des syndicats (en contact permanent avec le Palais). Tout cela pour aboutir à ce vide politique complet qui caractérise le Maroc d'aujourd'hui. Seul subsiste le corps pourri de l'autocratie, du Maghzen, du « Commandeur des Croisants », défendu dans les masses par les prédicateurs des mosquées, les poètes paysans... sans oublier la radio et la télé. Les mosquées se multiplient, les confréries religieuses prospèrent et répandent l'abrutissement de l'Islam, la soumission au Tout-Puissant et à son représentant sur terre : Hassan II. Et les forces armées, la police, les forces auxiliaires veillent au maintien de l'ordre. Parfois, des émeutes éclatent dans les campagnes, vite réprimées. Ou dans les villes, et la répression est plus terrible encore (Casablanca 1965). En face, dans l'opposition, c'est le vide. L'Istiqlal et l'U.N.F.P. ont bien contracté une alliance en 1970 (la Koutla), soutenue par le Parti de la libération et du socialisme (ex-P.C.M. dissous), mais il y a longtemps que les masses marocaines ne les suivent plus. Quelques réformes démocratiques dans le cadre de la monarchie ou quelque réforme agraire « par en haut » ne peuvent enthousiasmer les paysans pauvres. Seul un programme de révolution agraire pourrait arracher les paysans marocains à la soumission répandue par l'Islam. Le langage des fusils, pas celui des avocats !

Reste alors l'armée, qui est sensible jusqu'à un certain point à la décadence du pays. Depuis deux ans, elle est apparue sur la scène politique, à travers des coups d'Etat menés par des généraux écœurés, dit-on, par la corruption administrative du régime. Au Maroc, comme dans bien d'autres pays arabes, l'armée semble le seul facteur politique décisif. En tout cas, les coups de semonce retentissants lancés contre la monarchie indiquent qu'un point de non-retour a été atteint : ou bien la monarchie s'épure et réalise la réforme agraire « par en haut » qu'elle a esquissée sur le papier, ou bien elle devra céder la place à une dictature militaire plus résolue. Dans tous les cas, le lent développement capitaliste du pays signifiera les pires tourments pour la paysannerie pauvre, les chômeurs, le peuple des bidonvilles et le prolétariat.

5. Selon les philistins petits-bourgeois et progressistes, le progrès bourgeois, c'est-à-dire le progrès de l'accumulation du capital, dans son développement indéfini, pacifique et démocratique, peut créer le « plein emploi » des ouvriers et résoudre ainsi le problème dramatique du chômage. Cette thèse ne tient pas debout. Nous avons vu, et nous verrons encore, que la surpopulation ouvrière est une *condition d'existence du mode de production capitaliste*.

Si l'alternance des phases du cycle industriel engendre des formes de chômage plus ou moins visibles, et directement liées aux vicissitudes du marché, on peut cependant distinguer trois formes stables d'existence de l'armée industrielle de réserve. La forme *fluctuante* apparaît quand l'introduction de nouvelles machines et les perfectionnements techniques en général permettent une économie de force de travail dans un secteur. Les prolétaires « dégagés » peuvent être repris, dans un autre secteur de la production, moins développé et moins mécanisé et donc plus assoiffé de force de travail, jusqu'au moment où, là aussi, interviennent les changements techniques nécessaires et où il se produit une nouvelle expulsion de force de travail. Le résultat est que dans l'ensemble le nombre des ouvriers occupés augmente, mais avec une diminution relative de la force de travail occupée, relative, nous l'avons vu, par rapport à l'augmentation de l'ensemble du capital. C'est là le sens de la *misère croissante* de la classe ouvrière.

La forme *latente* naît du processus de mécanisation de l'agriculture : elle est fonction du degré de pénétration de la production capitaliste dans l'agriculture. Au fur et à mesure que le capital en activité augmente dans les campagnes, une partie de la population rurale va grossir les rangs du prolétariat urbain.

La forme *stagnante* comprend au contraire une partie de l'armée industrielle en activité, mais dont l'occupation est tout à fait irrégulière. Cette partie représente pour le capital un réservoir inépuisable de force de travail disponible pour les travaux à très haut degré d'exploitation (maximum de temps de travail pour un minimum de salaire), comme, par exemple, le travail à domicile.

Il y a enfin une dernière poche d'excédent relatif de la population ouvrière, le *paupérisme*, qui constitue l'hospice des « invalides » de l'armée ouvrière : individus contraints à l'inactivité complète, en dépit de leur aptitude au travail, orphelins, ouvriers âgés épuisés avant l'heure par l'exploitation capitaliste (pré-retraités par exemple) et invalides tout court. Ils font encore partie des forces de travail actives et le capital, dans certaines circonstances, recourt encore à leurs bras.

A propos des dernières élections

(Suite de la 1^{re} page)

est à la fois un révélateur et une conséquence nécessaire de leur appartenance au filon historique de la social-démocratie. Tous veulent les réformes comme premier pas vers la « révolution » : quoi d'étonnant s'ils appuient les réformistes, qui sont d'ailleurs capables encore aujourd'hui de démontrer que « parti de gouvernement » et « parti révolutionnaire » sont synonymes et qui, dans le passé, ont prouvé qu'ils pouvaient revendiquer la violence armée (voir la Résistance !) et avoir des attitudes « gauchistes » (voir la période de la tactique « classe contre classe » au début des années 30 !). Que ces partis soient plus « extrémistes » en paroles que le P.C. stalinien importe peu. L'opportunisme ne serait pas lui-même s'il appelait un chat un chat. Sauver un minimum d'apparence révolutionnaire exige qu'il enrobe le contenu platement réformiste et pacifiste de son programme d'une forme « extrémiste », voire « marxiste ». Sous un vernis « révolutionnaire » plus ou moins coloré, le programme est le même. Quelles que soient les justifications, une même chaîne relie Lutte Ouvrière à la Ligue Communiste, à l'O.C.I., au P.S.U., au P.C.F., au P.S., au Parti radical, et finalement à la bourgeoisie elle-même.

Ne pouvant pas nous étendre sur tout leur programme, contentons-nous de montrer comment, sur le point central du programme communiste, la question de l'Etat, les principaux représentants de l'aile « gauche » de l'opportunisme enrobent leur plat réformiste d'une subtile et hypocrite « dialectique révolutionnaire ».

Écoutons d'abord le P.S.U. :

a) thèse : « Il est impossible de briser le pouvoir économique de la bourgeoisie en utilisant les règles du jeu bourgeois qui ont pour but de le maintenir. Il est impossible de

préparer la voie au socialisme en occupant l'appareil d'Etat bourgeois. Dans la lutte qu'ils mènent pour leur émancipation, les travailleurs devront d'abord briser l'appareil d'Etat » (Manifeste du P.S.U., 1972, p. 74).

b) antithèse : « Sur le plan politique, une partie de l'extrême-gauche française [...] n'a pas su voir qu'un certain nombre de réformes, et l'utilisation des institutions dépendant du suffrage universel, demeuraient des points d'appui d'une stratégie révolutionnaire » (p. 191).

c) synthèse : « Il ne s'agit pas pour nous de refuser de combattre pour l'obtention de réformes structurelles ou de négliger l'importance d'une conquête de l'Etat par la voie électorale. Mais la réussite même de la transformation sociale suppose [...] surtout d'utiliser une victoire électorale comme point d'appui de la lutte des classes afin de transformer une conquête de l'Etat en une prise de pouvoir réelle par les travailleurs » (p. 194).

C.Q.F.D. : La révolution c'est la réforme et la destruction de l'Etat, c'est sa conquête parlementaire !

La propagande de la Ligue Communiste ne le cède en rien pour la hardiesse dialectique à celle du P.S.U. :

a) thèse : « La participation des partis ouvriers au gouvernement ne change pas la nature de l'Etat. L'Etat ne se démocratise pas, il doit être brisé » (Ce que veut la Ligue Communiste, 1972, p. 63).

b) antithèse : « Face à la crise politique profonde d'un régime ébloué de scandales, les travailleurs demandent autre chose. Le pouvoir gaullo-pompidolien a fait plus que son temps. Il faut que les choses changent, à commencer par le gouvernement » (p. 163). Ou encore : « Les révolutionnaires renforceront de toutes leurs forces cette conviction élémentaire des travailleurs : pour en finir avec le vieux monde,

il faut se débarrasser de Pompidou » (Rouge n° 193, 24-2-73).

c) synthèse : « Un gouvernement des travailleurs au service de leurs intérêts ne peut naître que de leur mobilisation. Que son avènement soit favorisé ou non par une victoire électorale, ses fondements, sa force sont ailleurs. Dans le soutien actif des travailleurs en lutte. Et il ne peut espérer vaincre qu'en donnant à la mobilisation extraparlamentaire une nouvelle dimension, un nouvel élan. Qu'en prenant les mesures élémentaires grâce auxquelles les travailleurs pourraient reconnaître ce gouvernement comme le leur et s'attaquer avec lui à l'ancien (?) appareil de domination de la bourgeoisie » (Ce que veut..., p. 163).

Voilà ce que les habiles tacticiens trotskystes appellent « parlementarisme révolutionnaire » : se servir de la campagne électorale pour démontrer que les élections peuvent être un des moyens d'émancipation de la classe ouvrière ou qu'il existe une étape intermédiaire entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat !

On ne trouve pas mieux chez les défenseurs de l'« intransigeance » marxiste, les pourfendeurs de l'opportunisme de la « IV^e Internationale dégénérée », les « purs » de l'O.C.I., qui dénoncent dans la Ligue Communiste et dans Lutte Ouvrière des « cryptostalinien » :

a) thèse : « La tâche du prolétariat est la conquête immédiate des pouvoirs publics. Cette conquête du pouvoir consiste dans la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, instrument de domination de la classe dominante et dans l'institution d'un nouvel Etat » (Rapport politique, supplément à Informations Ouvrières n° 545, 1972, p. 7).

b) antithèse : « La lutte de classe entre la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement et le prolétariat occupe tous les terrains, utilise toutes

les formes : la grève partielle, la grève générale, les manifestations, les élections législatives [dans l'énumération, quelques « petits » oubliés : révolution, insurrection armée, instauration de la dictature prolétarienne, guerre civile... ! N.D.R.]. Les partis ouvriers, le prolétariat peuvent et doivent faire des élections législatives de mars 1973 une grande bataille et une grande victoire de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses laborieuses, sur le Capital, son gouvernement, ses partis, son Etat » (Appel de l'O.C.I. et de l'A.J.S., supplément à Informations Ouvrières n° 592, p. 3).

c) synthèse : « Changer la vie exige : abolition de la constitution gaulliste, dissolution des institutions politiques bourgeoises, les grands corps de l'Etat ; un gouvernement qui s'appuie sur le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées, un gouvernement qui organise, centralise, érige la classe ouvrière en classe dominante (ibid., p. 3).

Ainsi, les « défenseurs de l'intransigeance marxiste » renouent eux aussi avec le plus vieux des ennemis du marxisme : l'utopisme, le rêve archiréactionnaire d'une « révolution » faite d'en haut par... le gouvernement !

Dans ces conditions, les trotskystes peuvent bien « justifier » leur appui aux partis réformistes classiques par de subtiles considérations « tactiques », — telle la nécessité de pousser les réformistes au gouvernement pour mieux les « démasquer », pour que s'engage une « nouvelle dynamique », un « débordement de l'Union de la Gauche » par les masses —, ou encore par l'ultime argument de l'opportunisme : leuisme à l'égard des « masses » qui « croient » encore dans le P.C.-P.S. Ce n'est pas les masses qu'ils suivent, ces farouches partisans de la « démocratie ouvrière », c'est bel et bien l'opportunisme ! Et ce n'est pas la « conscience » des masses qu'ils respectent, c'est bel et bien leur propre programme gradualiste et pacifiste. Pour eux comme pour la bourgeoisie, la « démocratie » n'est qu'un masque !

C'est parce qu'ils ont tous le même programme que l'opportunisme, que les prétendus partis extrémistes ont appelé à voter pour lui. Les variantes introduites par eux dans les modalités de cet appui ne changent rien à l'affaire. Qui a le plus mérité du P.C.F. et de la démocratie ? Lequel de tous ces partis qui qualifient le P.C.F. de « parti ouvrier », contribuera le plus à redorer son blason révolutionnaire ? : le P.S.U. qui mentia en vain une place de sous-fifre dans la coalition radicalo-socialo-communiste et gémit jusqu'à ce qu'on lui accorde la miette d'un désistement au deuxième tour ? L'O.C.I. qui déclara lutter « sans conditions » pour un « gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministre représentant les partis des intérêts du capital » (c'est-à-dire... sans les pâles fantoches des radicaux de gauche) comme « premier pas à réaliser » (ibid., p. 3) ? La Ligue Communiste qui émit des réserves sur la sincérité du P.S., et sur un possible « revirement » de celui-ci après la victoire (Rouge n° 193 du 24-2-73, p. 10) ? Ou Lutte Ouvrière qui — après avoir lancé aux précédents l'anathème d'opportunisme — se livra aux pires contorsions pour ménager à la fois sa propre bonne conscience et la « conscience » momentanée des masses, s'appliquant à « démontrer la différence » entre faire « voter au deuxième tour pour le candidat du P.C.F. ou du P.S. (...) ou en tout cas (ne pas lui mettre) d'obstacle » (tactique « révolutionnaire » de L.O. !) et appeler à « voter Union

de la Gauche » (tactique opportuniste !) (Lutte de classe n° 7, février 1973, p. 14) ?

Si la participation aux élections, dans les pays de vieille démocratie est, comme nous le disions dès 1919, le « test » qui permet de ranger sans hésitation les centristes dans la catégorie des réformistes et des parlementaristes purs et simples, il ne suffit pas d'être « pour l'abstention » pour être dans le camp révolutionnaire.

Dans cet article déjà long, nous ne parlerons en détail ni des abstentionnistes de principe ni des groupes qui, tel « Front Rouge », ont appelé à l'abstention révolutionnaire pour des raisons contingentes et qui sont en fait des électoralistes en puissance. Qu'il nous suffise de dire que si les premiers se déterminent, aujourd'hui comme hier, suivant la vieille horreur anarchiste pour le parlement considéré comme « l'arène des chefs » et plus généralement pour la lutte politique et le pouvoir, le second juxtapose des formulations « marxistes » du genre : « Le pouvoir, vous ne pourrez l'arracher à la bourgeoisie qu'en brisant par la Révolution prolétarienne armée son appareil répressif » et des considérations classiquement réformistes sur les « scrutins truqués de la bourgeoisie » (Front Rouge, n° 60, 1-3-73). Nous aurons l'occasion d'y revenir.

De même que la bourgeoisie a besoin de la social-démocratie comme d'une aile gauche qui contribue à maintenir la domination capitaliste au nom de la lutte contre le capitalisme, de même la social-démocratie a besoin de prétendus partis et courants « extrémistes » qui contribuent à maintenir le prolétariat sous sa direction — de droite ou de « gauche » — au nom de la lutte contre l'opportunisme.

Les partis ouvriers-bourgeois, qui n'ont d'autre programme que celui de la bourgeoisie, et qui ont pour racine matérielle l'aristocratie ouvrière corrompue, sont une preuve de plus de la puissance du capitalisme, que le prolétariat ne pourra abattre qu'en empoignant ses armes de classe de toujours avec une vigueur redoublée.

Ces armes sont celles du parti, d'un parti qui, loin de suivre les « masses » dans leurs illusions actuelles, ne craigne pas de les précéder en préparant à l'avance leur radicalisation, un parti qui sache se lier à elles en défendant sans relâche le programme invariant de la révolution communiste, en luttant sans relâche dès aujourd'hui contre toutes les forces bourgeoises et opportunistes (y compris « de gauche ») qui s'efforcent et s'efforceront plus encore demain — quand la crise objective du capitalisme aura à nouveau poussé le prolétariat sur la scène historique — de lui barrer la voie de son émancipation.

Telle est l'indispensable condition de la victoire de demain.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1973

LISTE N° 3

Réunion publique Paris, 118,60 ;
en souvenir de Sao Paulo, 50 ;
Paris local, 1.604,50 ; Yves, 100 ;
Gabrier, 100 ; S..., 140 ; Cavillon,
70 ; Apo Linarès, 50 ; Ali et
Guenia, pour la presse, 50 ; Alain,
Gre., 20 ; Alain, Ann., 20 ; pour
les « œuvres », 15 ; anonyme Nantes,
14 ; J.-P., 2,50.
Total liste N° 3 . . . 2.324,60 F
Total précédent . . . 5.032,40 F
Total général . . . 7.357,00 F

Lorsque le pacifisme se veut scientifique !

(Suite de la 1^{re} page)

qui est l'abolition du prolétariat en tant que classe.

Tout ceux qui se lamentent devant ce mal qu'est la violence et la guerre, et qui cherchent une solution de paix durable dans une législation internationale, ou des solutions populaires non violentes, telles que la non coopération avec l'ennemi occupant, ne désirent en fait qu'une chose : que la société capitaliste se maintienne, avec les états pour faire régner l'ordre et la justice, que l'exploitation du prolétariat demeure, mais sans heurts et sans accrocs. Position typiquement petite-bourgeoise !

J.-M. Muller cite comme exemple de lutte non violente les campagnes de désobéissance civile lancées par Gandhi contre les Anglais et nous dit qu'elles ont été des méthodes d'action qui ont permis au peuple indien de « combattre et de vaincre » l'empire britannique. M. Muller doit ignorer que Gandhi a fait du recrutement en Inde pour l'armée anglaise lors du premier conflit mondial, mais que la violence des masses

paysannes et ouvrières représentait un potentiel révolutionnaire et lui faisait peur, car elle menaçait la domination bourgeoise. Ce ne sont pas les campagnes non violentes qui ont poussé les Anglais à accorder l'indépendance à l'Inde, mais bien l'affaiblissement de sa puissance par la 2^e guerre mondiale, c'est-à-dire par la violence ! D'autre part, les Anglais préféreraient accorder une « indépendance » à l'intérieur du Commonwealth préservant leurs intérêts économiques en Inde, plutôt que d'être mis dehors, et de tout perdre. M. Muller joue de malheur, avec ses exemples !

Le deuxième exemple de lutte non violente donné par J.M. Muller est le refus de toute collaboration des Tchécoslovaques en août 68, « capable de neutraliser et de paralyser la machine de guerre de l'Union Soviétique et de ses alliés » ; et il regrette que « les dirigeants aient cru pouvoir signer les accords de Moscou ». En réalité, la domination économique et militaire de l'impérialisme russe a eu vite fait de remettre l'enfant égaré dans le bon chemin !.

Ce n'est pas en consacrant « les investissements » qui sont faits pour la guerre » à la « recherche et à la mise en œuvre d'une défense populaire non violente » que sera résolu le problème de la défense nationale, et la paix enfin assurée.

Pour nous, marxistes, la violence « joue encore dans l'histoire un autre rôle, un rôle révolutionnaire » ; selon les paroles de Marx, « elle serait l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs » ; elle

est « l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes » - Engels.

Les guerres sont faites par les gouvernements qui représentent la classe dominante et elles sont donc une forme de la politique de classe.

C'est donc par la lutte de classe, par son développement et son épanouissement en guerre civile pour la prise du pouvoir sous la direction de son parti, sur un plan international, que le règne des guerres et du capitalisme pourra enfin trouver sa fin. Ce n'est pas en faisant appel à une solidarité des peuples et de toutes les classes de la nation que l'on supprime les antagonismes entre les états et dans les états, ce qu'il faut, c'est détruire les classes et les états. Nous sommes un Parti de classe qui doit pousser le prolétariat à agir en tant que classe pour faire disparaître les classes ; utiliser le pouvoir d'état pour détruire l'Etat, et cela n'est pas possible sans utiliser d'abord la guerre civile contre la guerre tout court.

En cas de guerre entre pays impérialistes, les communistes sont défaitistes et n'ont pas à défendre « la patrie » ou une quelconque grande puissance plutôt qu'une autre, mais ils doivent organiser le prolétariat pour transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Lorsque la guerre est le fait d'une puissance qui veut maintenir sa domination sur un pays donné ou l'accroître, il n'y a de solution de classe que dans la solidarité du prolétariat celui du pays opprimé et dans l'organisation internationale du prolétariat pour la révolution socialiste et la dictature du Parti de classe.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie - Lino-imp -
1, 3, 5, boulevard Schœssing
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.

Sous presse

PROGRAMME COMMUNISTE
N° 58

SOMMAIRE

- La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme
- Sur « Le Hasard et la Nécessité » : Comment M. Monod terrasse la dialectique
- La Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international

Le numéro double: 10 F. Commandes au "Prolétaire"